



ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION

3-1-02 5(5,17)

Registry PA/58. (5)

MISC
1055

1978

BRUXELLES 39
41.00.40
TEL.: 41.44.00
41.44.90

ORIGINAL : ANGLAIS
30 octobre 1967

NATO SECRET
P0767/796

58

Aux : Représentants permanents

Du : Secrétaire Général

GROUPE SPECIAL SUR LES TACHES FUTURES DE L'ALLIANCE

LISTE DE QUESTIONS

Pour répondre au désir exprimé par les Représentants permanents lors de leur réunion du 25 octobre 1967, les questions soulevées au cours de l'Etude sur les tâches futures de l'Alliance ont été regroupées dans la liste ci-incluse.

(Signé) Manlio BROSIO

NATO SECRET

TACHES FUTURES DE L'ALLIANCELISTE DES QUESTIONS A DISCUTER PAR LE GROUPE SPECIAL REUNI
A UN ECHELON ELEVE

- I. Introduction historique
- II. Relations Est-Ouest: situation actuelle et perspectives d'avenir
(Politique de la coexistence; Objectifs de la politique étrangère et puissance militaire de l'Union soviétique; problèmes en suspens entre l'Est et l'Ouest; politique de détente; objectifs alliés à l'égard de l'Est européen).
- III. Equilibre et coopération au sein de l'Alliance
(Unité et coopération européenne face à l'Alliance; relations entre les membres européens et Nord-américains de l'OTAN).
- IV. Rôle et tâches futures de l'Alliance
(Reconduction de l'Alliance) en matière de sécurité et problèmes connexes
(Besoins de la défense; amélioration éventuelle du système de défense de l'OTAN et du mécanisme de planification; problèmes de désarmement).
Dans le domaine politique
(Attitude de l'Alliance dans une période de détente; le problème allemand; la sécurité européenne; nature d'un règlement européen).
Dans des régions extérieures à la zone de l'OTAN
(Incidences de certains événements sur les intérêts des alliés et amélioration éventuelle des procédures de consultation).

x x x

Certains des problèmes susceptibles d'être examinés dans le cadre des rubriques ci-dessus peuvent se résumer de la façon suivante.

I. INTRODUCTION

Pas de question particulière.

II. RELATIONS EST-OUEST : SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

1. Tout d'abord, les Alliés doivent déterminer dans quelle mesure la "coexistence" est le signe d'une modification importante de la politique soviétique. Ils doivent évaluer dans quelle mesure des facteurs tels que les moyens de dissuasion mutuelle, le conflit avec Pékin, les problèmes intérieurs, le nationalisme Est-européen ainsi que la cohésion et la puissance militaire de l'OTAN ont renforcé la prudence soviétique. Ils doivent se demander ce que signifie en fait la "coexistence" pour les Soviétiques.

2. Les Alliés doivent ensuite déterminer comment et dans quelle mesure les objectifs soviétiques s'écartent encore de ceux de l'Ouest - compte tenu en particulier de l'attitude de l'URSS face à la cohésion de l'Alliance, à la solidarité de la République fédérale d'Allemagne avec ses alliés, aux relations de l'Europe de l'Ouest avec les Etats-Unis - et jusqu'à quel point l'URSS et l'Europe de l'Est sont disposés à "coopérer" avec l'Ouest.

3. Un problème particulièrement important est celui de l'augmentation continue du potentiel militaire soviétique. Les Alliés doivent en examiner les conséquences en particulier du point de vue de l'influence politique à venir des Soviétiques en Europe et hors d'Europe.

4. Les membres de l'Alliance doivent également examiner dans quelle mesure les questions fondamentales qui sont à l'origine des tensions entre l'Est et l'Ouest progressent vers une solution. Ils doivent aussi chercher à déterminer la meilleure manière de persuader les Etats de l'Est et l'Union soviétique de modifier leur attitude dans ces différents domaines.

5. En conséquence, les membres de l'Alliance détermineront dans quelle mesure les échanges, les contacts et les changements de climat entre l'Est et l'Ouest facilitent réellement une évolution favorable de l'opinion politique de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Il faut en outre chercher à définir la méthode qui permettrait d'exploiter au mieux les occasions fournies à l'Ouest par la "coexistence".

6. Les Alliés devront alors examiner les objectifs fondamentaux qui sont à la base de la politique des membres de l'Alliance à l'égard de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique. Ces objectifs doivent-ils être étudiés sous leur double aspect traditionnel, à savoir (1) protection effective par la dissuasion et les moyens de défense et (2) progression vers une paix juste et durable en Europe, garantie par un système européen de sécurité viable et équilibré ? Serait-il préférable d'adopter d'autres formulations ou concepts ?

III. EQUILIBRE ET COOPERATION AU SEIN DE L'ALLIANCE

7. Les relations au sein de l'Alliance de ses différents membres sont-elles satisfaisantes ? Un certain déséquilibre a toujours existé entre la puissance des Etats-Unis et celle des autres Alliés. Par ailleurs, les intérêts sont différents, selon les membres, en particulier en dehors de la zone du Traité. Les alliés doivent se demander si, d'une part, le fait que les pays redoutent moins la menace soviétique et, d'autre part, le fait du redressement européen, n'ont pas suscité de nouvelles difficultés quant au fonctionnement de l'Alliance. Dans l'affirmative, ils doivent en examiner la nature.

8. En analysant les problèmes que pose le manque d'équilibre susmentionné, les Alliés doivent considérer l'intérêt que présente l'unité européenne et son importance pour l'avenir de l'Alliance. On pourrait étudier des propositions relatives à une production européenne commune d'armement, à une amélioration des mécanismes en matière de défense et à l'attribution aux membres européens d'une responsabilité conjointe plus grande, en particulier dans le domaine nucléaire.

IV. TACHES ET ROLE FUTURS DE L'ALLIANCE EN MATIERE DE SECURITE ET PROBLEMES CONNEXES

9. Les membres de l'Alliance doivent déterminer s'il faut ou non la reconduire, compte tenu des moyens militaires soviétiques, d'une part, de l'importance relative de la puissance propre de chacun de ses membres, d'autre part. Dans ce cadre, ils doivent également définir la base sur laquelle repose leur sécurité.

10. Les membres intéressés de l'Alliance doivent déterminer la gamme de moyens militaires dont l'Alliance a besoin pour atteindre ses objectifs tant militaires que politiques.

11. Ils doivent décider de la mesure dans laquelle ils uniront leurs efforts pour sauvegarder la paix et la sécurité.

12. Ils détermineront comment et jusqu'à quel point ils devront utiliser les mécanismes de défense perfectionnés qu'ils ont créés pour prévoir, organiser et diriger les forces et la stratégie de l'OTAN, notamment en ce qui concerne la modernisation, la parfaite utilisation des procédures de planification nucléaire et l'application pertinente du principe des consultations militaires, plus particulièrement en temps de crise.

13. Un autre problème consiste à déterminer s'il faut créer une production d'armements efficace, compte tenu en particulier de la coopération croissante entre les pays d'Europe et des formes de coopération interalliée actuelles et sans doute futures.

NATO SECRET
PO/677796

- 6 -

14. Les membres de l'Alliance doivent déterminer s'il faut ou non formuler de nouvelles propositions concrètes en matière de désarmement. Ce problème doit être étudié également à la lumière de certaines données politiques et en prévision du moment où des réductions équilibrées de forces deviendront possibles. Dans ce cadre, ils doivent envisager d'autres mesures qui pourraient parallèlement faire partie des futures dispositions de sécurité en Europe.

15. DANS LE DOMAINE POLITIQUE, comment les membres de l'Alliance estiment-ils pouvoir définir leurs objectifs à long terme en Europe ? Et comment pensent-ils que la détente puisse être utilisée en vue d'atteindre ces objectifs à long terme ?

16. Le premier problème est ici de savoir si l'Alliance est incompatible ou non avec une politique de détente. A cet égard, il est important de savoir si un système de sécurité européen est susceptible ou non d'être plus efficace et moins aléatoire s'il est basé sur un équilibre entre deux groupes de forces. Dans ce cadre enfin se pose le problème du rôle des Etats-Unis, du Canada et de l'Union soviétique quant à l'instauration et au maintien d'un ordre stable et garant de la paix en Europe.

17. Au stade actuel, est-il possible d'établir des plans soit pour l'instauration de cet ordre, soit pour une solution du problème allemand. Ces deux problèmes sont-ils indissolubles ? Quelles sont les puissances - en dehors des quatre pays qui ont une responsabilité particulière en ce qui concerne l'Allemagne - qui ont un intérêt vital à l'établissement de cet ordre en Europe ? En définitive, les Alliés doivent se demander dans quelle mesure une coopération est indispensable pour que puissent s'établir en parfaite harmonie la détente et un règlement définitif.

18. Au sujet du problème allemand, les Alliés doivent étudier les conséquences de la division de l'Allemagne sous tous ses aspects, qu'il s'agisse du régime de Penkov et aussi du statut de Berlin. La politique de la République fédérale d'Allemagne vis-à-vis de l'Est et de l'autre partie de l'Allemagne doit être examinée dans ce contexte. Enfin la recherche d'une juste solution des problèmes de l'Allemagne et de Berlin doit-elle s'inscrire dans les efforts des Alliés pour réduire la tension entre l'Est et l'Ouest et, dans une plus vaste perspective, pour mettre fin à la division de l'Europe ? Les Alliés doivent fixer la manière dont ils peuvent contribuer à harmoniser et coordonner leur politique avec celle du Gouvernement fédéral dans ce domaine; ils doivent également essayer de définir le rôle et la mission de l'Alliance en ce qui concerne la liberté et la vie de Berlin.

NATO SECRET

- 6 -

19. S'il est vrai que les contacts entre l'Est et l'Ouest peuvent prendre des formes et des voies diverses, les Alliés doivent néanmoins chercher à déterminer les formes de coopération, laissant espérer les meilleurs résultats. Ils doivent déterminer les avantages comparés des procédures bilatérales et multilatérales dans les relations et les contacts Est-Ouest. Une conférence officielle entre l'Est et l'Ouest sur la sécurité est-elle nécessaire, actuellement, ou plus tard ?

20. Les Alliés doivent se demander s'il faut poursuivre dès maintenant l'étude détaillée des problèmes que pose la détente, notamment celle d'un règlement européen et d'un système de sécurité. Dans ce contexte, ils doivent examiner si les mécanismes de l'OTAN, sous leur forme actuelle, suffisent à assurer les consultations et la coordination qui peuvent se révéler nécessaires, ou s'il faut instituer sous la responsabilité du Conseil de l'Atlantique Nord des organes spéciaux chargés de poursuivre les études dans ces différents domaines.

21. De la même façon, il convient de savoir si les mécanismes OTAN de contrôle des armements, placés sous l'autorité du Conseil, doivent être renforcés et dans l'affirmative, de quelle façon ?

REGIONS EXTERIEURES A LA ZONE DE L'OTAN

22. La sécurité des Alliés a pu être sauvegardée dans la zone du Traité. En revanche, une poussée grandissante de violence et d'instabilité se manifeste dans des régions extérieures à cette zone. Face à cette situation, les Alliés pourront souhaiter en examiner les conséquences éventuelles, quant à la politique de "détente" en Europe et à un règlement européen définitif. Ils pourront désirer également en étudier les incidences sur les intérêts et la sécurité des membres de l'Alliance et savoir quelles sont les modalités de ces incidences pour les différents membres. Ils pourront enfin en rechercher les incidences sur le fonctionnement de l'OTAN et en particulier sur la nécessité des consultations et éventuellement de la planification. Les membres devront également examiner les divers instruments dont ils disposent pour traiter de ces problèmes.

23. En étudiant toutes ces questions, les Alliés détermineront s'il est possible d'améliorer les procédures de consultation sur les événements survenant en dehors de la zone du Traité et selon quelles modalités. Par exemple, les Alliés pourront envisager la création de groupes de travail spécialisés par région et par problème. Ils pourront également déterminer s'il serait possible de constituer initialement ces groupes, avec des représentants des membres qui estiment avoir des connaissances ou des intérêts particuliers en ce qui concerne ces régions ou ces problèmes. En outre on pourrait envisager des méthodes propres à améliorer les procédures de consultation entre les délégations aux Nations Unies des différents pays membres. Il serait, enfin, possible d'étudier les mécanismes propres à une éventuelle planification à long terme.